Regards croisés

1- Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

132-A quelles difficultés se heurte l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale ?

Activité – Quelles limites peuvent rencontrer les politiques publiques en faveur de la justice sociale ? (Belin p 414)

Objectifs de l'épreuve : Il est demandé au candidat :
- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Structure de l'épreuve
- Le libellé du sujet de la dissertation invite à poser et à traiter, d'une façon organisée et réfléchie, un problème exigeant un effort d'analyse économique et/ou sociologique et politique.
- Pour aider le candidat à asseoir son travail sur des informations précises, un dossier est mis à sa disposition. Ce dossier ne doit ni borner la réflexion (en détournant du recours aux connaissances), ni servir de prétexte à un commentaire systématique et détaillé. Il comporte trois ou quatre documents de nature strictement factuelle. Il s'agit principalement de données statistiques (graphique, tableau, carte, radar, etc.) ; un document texte peut figurer dans le dossier documentaire à condition qu'il soit lui aussi strictement factuel (chronologie, extrait d'entretien, monographie, récit de vie, compte rendu d'enquêtes, etc.). Chaque document statistique ne devra pas dépasser 120 données chiffrées et le texte éventuel comporter plus de 2 500 signes.

Etape 1 : Comprendre le sujet : Quelles limites peuvent rencontrer les politiques publiques en faveur de la justice sociale ?

Analyse de l'intitulé du sujet

Il faut distinguer trois types de termes :

1. Les termes qui permettent d'identifier la nature du travail demandé :
   - Sens des termes
   - Quel type de sujet ?
2. les mots clés qui permettent d'identifier le domaine de connaissances :
   - les termes à définir en introduction
   - les connaissances indispensables pour répondre à la question : les éléments issus des OA :
3. les termes qui permettent de délimiter le champ spatio-temporel du sujet :
   - délimitation explicite :
   - délimitation implicite :

Reformulation de la question :

Problématique :

Elaboration d'une première ébauche de plan : les deux ou trois grandes parties

Etape 2 : l'argumentation

En utilisant vos connaissances, réalisez une première ébauche de plan et positionnez les connaissances dans la bonne partie/sous-partie: il peut y avoir plus de 2 sous-parties/arguments

- Les OA
- 132 – A quelles difficultés se heurte l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale ?
- 131- Quels sont les moyens des pouvoirs publics pour assurer la justice sociale ?

I.

A.

Dans chaque sous-partie, il peut y avoir un ou plusieurs arguments qui doit toujours être présenté de la même manière

Argument	Explication

B.

Argument	Explication

II. Idem au I

Le dossier documentaire : Compléter ou modifier le plan avec les illustrations tirées des documents

Doc 1

Selon la loi du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, tout allocataire ou conjoint d'allocataire appartenant à un foyer ayant un droit ouvert au RSA est soumis aux « droits et devoirs du bénéficiaire du RSA » s'il est sans emploi ou a un revenu d'activité professionnelle inférieur à 500 euros par mois. Cette loi garantit à toute personne soumise aux droits et devoirs la possibilité de bénéficier d'un accompagnement social ou professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. En contrepartie, elle doit s'engager à rechercher un emploi, à entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou à effectuer les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle. Fin 2017, en France, 2,1 millions de personnes sont soumises aux droits et devoirs associés au RSA [...]. Un peu plus de la moitié des personnes soumises aux droits et devoirs ont entre 30 et 49 ans, et près du quart sont âgés de moins de 30 ans. Par ailleurs, 12 % d'entre elles ont une ancienneté dans le RSA de moins de six mois et 66 % une ancienneté de deux ans ou plus.

« La moitié des bénéficiaires dont le foyer a moins de 6 mois d'ancienneté dans le RSA sont orientés », *Les dossiers de la DREES*, n° 39, juillet 2019.

Doc 2

Proportion d'enfants d'ouvriers et d'inactifs, d'enfants de cadres et d'enseignants, et d'élèves en retard à l'entrée en 6e

Collèges	Enfants d'ouvriers et d'inactifs	Enfants de cadres et d'enseignants	Elèves entrant en sixième en retard
Réseau Ambition Réussite (RAR)	75,5	8,2	34,3
Hors RAR	37,9	35,2	14,8
Moyenne	43,0	31,2	16,9

Pierre Merle, *La ségrégation scolaire*, La Découverte, 2012.

Doc 3

Taux de pauvreté (seuil à 60 %) selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)

Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	22,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,1
Professions intermédiaires	5,1
Employés	12,5
Ouvriers	15,0
Ensemble des actifs ayant déjà travaillé	10,3

Insee Références, édition 2019 – Revenus – Salaires

Doc 4

L'impôt est désormais soumis à l'épreuve d'un monde ouvert à toutes les concurrences et surtout les plus déloyales et dommageables : fuite fiscale, exil fiscal, délocalisation fiscale, gestion astucieuse d'une situation fiscale [...]. La nouveauté n'est pas dans le phénomène, elle est dans la relative impuissance des souverainetés [...]. Ces deux phénomènes « d'assiette trouée » par les dépenses fiscales et de « passagers clandestins » (grâce notamment aux paradis fiscaux), qui profitent surtout aux revenus et patrimoines les plus élevés et les plus diversifiés, débouchent sur une telle reconstitution des privilèges que l'on pourrait dire de la France actuelle ce que Tocqueville appliquait à l'ancien régime : « l'impôt avait pour objet non d'atteindre les plus capables de le payer, mais les plus incapables de s'en défendre ». En fait le vrai problème est de rétablir l'égalité devant l'impôt gage du consentement à l'impôt de la majorité des classes moyennes qui ont le sentiment d'être sacrifiées par le modèle social actuel. Selon un sondage publié en 2013, trois Français sur quatre (73 %) estiment que l'effort fiscal est surtout demandé aux classes moyennes et qu'ils contribuent davantage au système qu'ils n'en profitent.

André Barilari, « Le consentement à l'impôt », Académie des sciences et lettres de Montpellier, avril 2018.

I.

A.

Dans chaque sous-partie, il peut y avoir un ou plusieurs arguments qui doit toujours être présenté de la même manière

Argument	Explication	Illustration

B.

Argument	Explication	Illustration

II. Idem au I

Etape 3 : la construction du plan détaillé : il faut reprendre ou modifier le plan et annoncer les différentes parties et sous-parties

I.

Annonce de la partie

A.

Dans chaque sous-partie, il peut y avoir un ou plusieurs arguments qui doit toujours être présenté de la même manière

Argument	Explication	Illustration

Conclusion du A et annonce du B

A.

Argument	Explication	Illustration

Conclusion du B et du I et annonce du II

II. Idem au I

Introduction :

- Amorce

Conclusion

- L'ouverture